

## Bernard-Claude Gauthier s'en est allé



Photo Erling Mandelmann

Le 30 décembre 1996, Bernard-Claude Gauthier, ancien rédacteur en chef de «Construire», s'est éteint à Lausanne, à l'âge de 73 ans, des suites d'une pénible maladie.

Notre collègue avait derrière lui une très longue carrière à Migros. Entré au service de notre hebdomadaire en 1954, il en a présidé les destinées onze années durant, jusqu'au moment de reprendre la rédaction en chef de «L'Illustré».

Ce premier passage à la tête de «Construire» devait faire de l'hebdomadaire Migros un journal de qualité, lu par un grand nombre de Romands.

Après avoir dirigé Ex Libris en Suisse romande, Bernard-Claude Gauthier réintégra en 1982 la rédaction de notre journal, placée alors sous la houlette de Charlotte Hug. Doué d'un solide sens de l'humour, ce fin lettré le fit profiter de ses multiples talents, cela jusqu'à l'âge de la retraite et même au-delà. Il y anima les rubriques entretiens et voyages.

Sa double expérience de l'édition et du journalisme, alliée à une connaissance intime de la communauté, lui valut d'assumer la responsabilité de la rédaction française de deux livrés-cadeaux Migros.

Ce fut d'abord, en 1985, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la communauté, «L'Aventure Migros», ouvrage qui en évoque de manière vivante l'histoire.

Six ans plus tard, pour le 700<sup>e</sup> de la Confédération, ce maître du verbe se chargea de «L'Aventure suisse», ouvrage de référence racontant, au fil des siècles, l'histoire de notre pays dans ses réalités quotidiennes.

Il collabora en outre jusqu'à récemment à la publication d'autres livres en rapport avec la vie de la communauté.

Gardant un souvenir ému de notre ancien collègue, nous assurons ses proches de toute notre sympathie. **La rédaction**

# Fonds juifs: la Suisse accumule les maladroites

## Les propos tenus par Jean-Pascal Delamuraz parlant de chantage de la part des organisations juives s'ajoutent à toute une série de cafouillages

– Antoine Fleury, vous êtes historien, responsable de l'édition des Documents diplomatiques suisses concernant la guerre et l'après-guerre. Comment expliquer les maladroites de nos autorités sur ce délicat dossier des fonds juifs et de l'or nazi?

– Sur une question aussi sensible que celle des victimes de l'Holocauste, et par respect pour leur mémoire, le recours à l'invective et aux propos provocateurs est indigne, aussi bien de la part de ceux qui parlent en leur nom que de la part des responsables suisses. La portée morale de cette affaire est considérable. C'est toutefois aussi une question historique qui aurait dû être traitée comme telle dès le départ, bien avant de se prononcer sur des incidences financières.

– Comment aurait-on dû réagir?

– D'entrée de jeu, la Suisse a été placée en position d'accusée, comme si elle avait volontairement occulté des zones sombres de son passé. Or, elle n'avait a priori rien à cacher. C'est pourquoi j'ai, dès le début, proposé que notre pays, étant donné les incidences internationales de l'affaire, prenne l'initiative de mettre sur pied une commission internationale d'études, susceptible de faire toute la lumière sur cette période mal connue de notre histoire.

»J'ai d'ailleurs pu constater à quel point nos élites sous-estiment l'importance de l'histoire par rapport à leurs activités. Elles vivent au jour le jour. Leur mémoire historique est conventionnelle, proche des leçons reçues à l'école primaire; les événements liés à la Deuxième Guerre mondiale sont banalisés. D'où la perplexité, la panique, voire la désinvolture de certains responsables face à la question des fonds juifs. Tout à coup, on semble découvrir l'importance cruciale que peut revêtir une question historique!

– L'histoire suisse doit-elle être revue de fond en comble?

– Il y a tout un travail de mémoire qui doit être entrepris. Toute histoire doit être renouvelée, notamment la nôtre. Des historiens s'y

attendent depuis de nombreuses années. Mais on ne les a pas beaucoup écoutés jusqu'ici. Et les moyens pour la recherche manquent.

– Une commission d'experts a pourtant été nommée afin de mieux connaître le rôle joué par la place financière suisse pendant la dernière guerre...

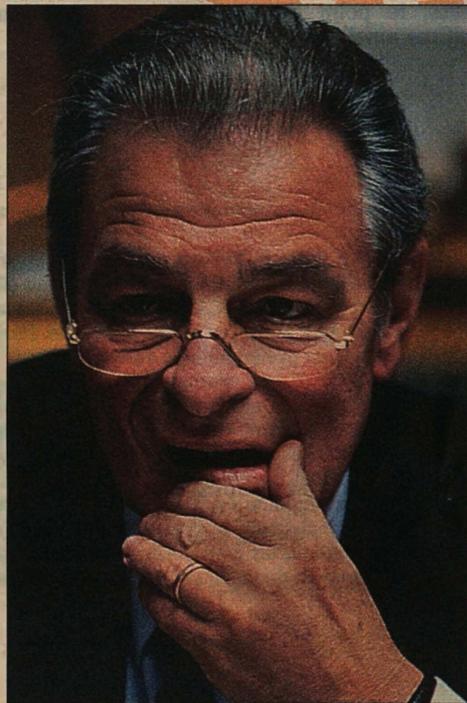
– Là aussi, il y a eu cafouillage. On a d'abord nommé les membres de cette commission, puis on s'est mis à chercher un président. On aurait dû faire l'inverse. Désignée par le Conseil fédéral, cette commission d'experts est perçue comme éminemment politique. Il aurait été préférable de constituer une commission internationale avec des scientifiques choisis en concertation avec les milieux concernés dans divers pays.

»Pour être vraiment objective, cette commission devrait s'attacher à montrer que la place financière suisse a également rendu d'importants services aux Alliés. Il faudrait aussi qu'elle ait accès aux documents de pays étrangers.

– Berne propose aujourd'hui un fonds en faveur des victimes de l'Holocauste. Qu'en pensez-vous?

– Si les autorités avaient eu le courage de s'interroger sur certaines zones d'ombre de la Deuxième Guerre mondiale, elles auraient pu envisager de constituer un fonds de solidarité depuis longtemps. Elles auraient aussi pu faire ce geste lors de la commémoration en 1995 de la fin de la guerre. Aujourd'hui, on a l'impression qu'on se borne à calmer le jeu et que le Conseil fédéral a beaucoup de peine à garder la tête froide.

Propos recueillis par Marie-Jeanne Krill



Jean-Pascal Delamuraz: des regrets, mais pas d'excuses.

Photo ASL



Photo DR

Antoine Fleury:

«La mémoire historique de nos élites est proche des leçons d'école primaire»